

Afrique du Sud/Immigration

La police intervient contre les violences xénophobes

AFP

Pretoria/Afrique du Sud

Elle a ainsi dû faire usage de tirs de balles en caoutchouc et de grenades assourdissantes ou lacrymogènes. Objectif : éviter toute bataille rangée entre Sud-Africains et étrangers.

LA police sud-africaine est intervenue hier à Pretoria pour prévenir des affrontements entre riverains et immigrés lors d'une manifestation contre les étrangers, cibles d'une nouvelle vague de violences xénophobes qui a mis le pays sur le qui-vive.

Depuis deux semaines, des dizaines de bâtiments occupés par des étrangers, notamment des Nigériens, et soupçonnés d'abriter des maisons de passe ou du trafic de drogue ont été brûlés par des habitants en colère à Johannesburg et dans la capitale.

Ces attaques, qui n'ont pas fait de victime, sont fréquentes en Afrique du Sud, nourries par le fort taux de chômage et la pauvreté qui affecte la population des townships.

Réunis à l'appel d'un collectif d'habitants de Pretoria, environ un millier de personnes ont marché

dans la matinée sur le ministère de l'Intérieur, en accusant les immigrés de leur voler leur travail et d'encourager la criminalité.

"Les Nigériens sont très mauvais, ils répandent la drogue dans nos communautés", a dénoncé à l'AFP une manifestante, Aysha Ali.

Le passage du cortège a provoqué de vives tensions dans certaines rues. "Les gens disent que nous, les étrangers, nous vendons de la drogue. Personne ne pourrait vendre de la drogue ici", a protesté un Somalien, Mohamed Abdi, 31 ans, "qu'ils viennent fouiller nos magasins !"

La police est intervenue en fin de matinée avec des tirs de balles en caoutchouc et de grenades assourdissantes ou lacrymogènes pour éviter toute bataille rangée entre les deux groupes.

Les forces de l'ordre restaient déployées en nombre dans plusieurs quartiers de Pretoria pour prévenir d'autres confrontations.

"La situation est sous contrôle", s'est réjoui le commandant en chef de la police sud-africaine, Khomotso Phahlane. Au total, 136 personnes ont été arrêtées pour des actes de pillage ces deux derniers



Photo : AFP

C'est sans ménagement que la police a repoussé hier les manifestants afin d'éviter une bataille rangée entre eux et les immigrés.

jours dans la province du Gauteng, où se trouvent Johannesburg et Pretoria, a-t-il ajouté.

Muet jusque-là, le président Jacob Zuma est intervenu hier pour condamner les violences et appeler au calme.

ECHEC. Il a toutefois reconnu l'existence d'un "gros problème" de criminalité dans le pays. "Notre peuple ne peut plus continuer à vivre dans la peur comme ça", a-t-il ajouté en promettant de renforcer la lutte contre le crime et le travail au noir.

"La cause essentielle de ces violences xénophobes, c'est l'échec du gouvernement à créer des emplois et à fournir à notre peuple une éducation de qualité", lui a rétorqué le principal parti

d'opposition, l'Alliance démocratique (DA).

La récente vague de violences a suscité une crise diplomatique avec le Nigeria, dont les ressortissants sont souvent la cible.

Abuja a convoqué jeudi l'ambassadeur sud-africain pour lui faire part de sa "profonde préoccupation" et exiger des mesures de protection de "vies et des biens des étrangers".

Des étudiants nigériens ont défilé jeudi en représailles dans la capitale nigérienne, notamment devant les sièges des entreprises sud-africaines Multichoice (fournisseur de télévision par satellite) et MTN (téléphonie mobile).

"Tous les Sud-Africains du Nigeria doivent partir sous

quarante-huit heures, sinon nous ne serons plus en mesure de garantir leur sécurité", a menacé leur responsable, Aruna Kadiri. De nombreuses ONG d'aide aux étrangers ont demandé en vain aux autorités sud-africaines d'interdire la manifestation d'hier qui, selon elles, ne pouvait que "renforcer les attitudes xénophobes et les attaques".

"Nous avons peur parce que nous connaissons les Sud-Africains", a confié jeudi soir à l'AFP un immigré de Pretoria, Alain Bome, 47 ans, originaire de République démocratique du Congo. "Nous avons décidé de ne pas quitter notre domicile".

La fondation Nelson Mandela a, au nom de l'icône de la lutte anti-apartheid, appelé les Sud-Africains à la "mesure" et au "dialogue". Les flambées de violence anti-immigrés sont récurrentes en Afrique du Sud, qui accueille des millions d'étrangers venus de tout le continent, souvent illégalement.

En 2015, sept personnes sont mortes lors de pillages visant des commerces tenus par des étrangers à Johannesburg et à Durban. En 2008, des émeutes xénophobes avaient fait 62 morts.

L'Afrique en bref

• Centrafrique/Armée. Les dénonciations de Touadéra

Le président de Centrafrique, Faustin-Archange Touadéra, a dénoncé jeudi des projets de mutinerie de la part de militaires qui redoutent leur non-réintégration dans la nouvelle armée centrafricaine, appelant les fomenteurs à "revenir à la raison".

• Côte d'Ivoire/Attentat. Grand Bassam : deux maliens arrêtés

Deux Maliens liés à l'attentat jihadiste contre la station balnéaire ivoirienne de Grand-Bassam en mars 2016 ont été arrêtés jeudi à Dakar, a annoncé la police sénégalaise. Cet attentat, revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), avait fait 19 morts et une vingtaine de blessés.

• Gambie/Procès. Inculpés puis écroués pour "meurtre"

L'ex-chef de l'Agence nationale du renseignement (NIA) en Gambie, très redoutée durant le régime autoritaire de Yahya Jammeh, et huit de ses ex-colègues, ont été inculpés jeudi à Banjul du "meurtre" de l'opposant Solo Sandeng peu après son arrestation, et écroués.

• Niger/Jihadistes. Quinze soldats tués dans l'ouest

Quinze soldats nigériens ont été tués et 19 blessés dans une "attaque terroriste" mercredi contre une patrouille de l'armée à Tilwa dans la zone de Ouallam (ouest du Niger proche du Mali), a annoncé jeudi le ministère de la Défense, sans préciser ni les circonstances de l'attaque ni le nombre des assaillants.

A travers le monde

• France/Présidentielle. Macron présente son



Photo : AFP

programme

Le candidat à la présidentielle française Emmanuel Macron, ancien ministre du gouvernement de gauche, a présenté hier un programme mêlant discipline budgétaire et investissement public qui reflète son ancrage au centre conforté par son alliance avec le vétéran François Bayrou.

• Yémen/Conflit. 48 morts dans un attentat et des combats

Quarante-huit personnes ont été tuées hier dans un attentat, des combats et des bombardements au Yémen, selon des sources de la sécurité et des responsables locaux.

Syrie/Attentat

Plus de 50 morts près d'Al-Bab

AFP

Beyrouth/Liban

Ce carnage survient au lendemain de la chute de ce fief du groupe Etat islamique (EI). Cible : l'armée turque et ses alliés rebelles syriens.

AU lendemain de leur prise d'Al-Bab, fief du groupe Etat islamique (EI) dans le nord de la Syrie, l'armée turque et ses alliés rebelles syriens ont été visés vendredi par un attentat suicide qui a fait au moins 51 morts.

Peu après, deux soldats turcs ont également été tués et plusieurs blessés dans une autre attaque suicide dans la ville même, tombée jeudi aux mains des forces turques et des insurgés syriens après plus de deux mois d'offensive. Un officier rebelle a aussitôt accusé l'EI qui, selon lui, a agi par "vengeance" après avoir perdu la dernière grande ville qu'il contrôlait dans la province septentrionale d'Alep.

Les rebelles syriens et l'armée turque poursuivaient hier leurs opérations de razzia pour sécuriser

cette ville qui comptait environ 100 000 habitants avant le début de la guerre en 2011.

Un kamikaze a tué au moins 51 personnes - 34 civils et 17 rebelles - en faisant exploser sa voiture piégée dans une localité située à moins de dix kilomètres au nord-est d'Al-Bab, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

"Moins de 24 heures après la défaite de l'EI, un kamikaze a visé deux sièges des rebelles dans la localité de Soussiane" à 8 km d'Al-Bab, a indiqué à l'AFP son directeur Rami Abdel Rahmane. Le bilan n'a cessé de s'alourdir depuis le matin, des dizaines de personnes succombant à leurs blessures, d'après l'Observatoire.

"Selon nos informations, c'est un combattant de l'EI qui a foncé à bord d'une voiture et s'est fait exploser", a indiqué M. Abdel Rahmane.

Les deux quartiers généraux des rebelles étaient situés l'un à proximité de l'autre. Des civils se trouvaient également dans la zone, d'après l'OSDH.

Pour Abou Jaafar, commandant du groupe rebelle



Photo : AFP

La scène de l'attentat-suicide. 34 civils et 17 rebelles y ont trouvé la mort.

Liwa al-Moutassem, l'identité des auteurs ne fait aucun doute : « Ce sont les "chiens" (du chef de l'EI Abou Bakr) al-Bagdadi qui ne peuvent pas supporter leur immense défaite et leurs kamikazes ont commencé à prendre leur revanche », a-t-il dit à l'AFP.

Le commandant, qui se trouvait près de Soussiane quand a eu lieu l'attentat, a expliqué que le kamikaze avait agi au moment où se tenait une réunion entre des civils d'Al-Bab, de hauts responsables rebelles et des forces turques "pour mettre sur pied un appareil sécuritaire et un plan pour reconstruire Al-Bab".

D'après lui, "des cellules dormantes de l'EI ont eu

vent de cette information et ont préparé la voiture piégée".

"La voiture est arrivée à 08H00 (07H00 au Gabon) du matin. Cela doit nous servir de leçon et nous devons renforcer notre appareil sécuritaire", a-t-il ajouté.

"ETAT CHAOTIQUE" Le même jour, deux soldats turcs ont été tués et plusieurs blessés à Al-Bab, a annoncé le Premier ministre turc Binali Yildirim.

"Il y a eu un attentat suicide contre nos militaires qui effectuaient un contrôle routier à l'entrée d'Al-Bab, nous avons deux martyrs et des blessés", a déclaré M. Yildirim à la presse à Ankara.

"Cette ville est dans un état

chaotique, il y a des explosions, des bombes, des pièges", a-t-il ajouté précisant qu'une "opération de nettoyage est actuellement menée avec une extrême minutie".

Située à 25 kilomètres au sud de la frontière turque, Al-Bab était visée depuis le 10 décembre par une opération menée par les forces turques et leurs alliés rebelles syriens.

Sa reprise est un succès majeur pour Ankara qui avait lancé fin août une opération militaire dans le nord de la Syrie pour chasser les jihadistes des environs de sa frontière.

Cette avancée des rebelles à Al-Bab contre l'EI intervient au moment où a été inauguré à Genève un quatrième round de pourparlers entre régime et insurgés sous l'égide de l'Onu pour tenter de mettre fin à la guerre qui ravage la Syrie depuis six ans.

Mais cette victoire contre l'organisation jihadiste la plus redoutée au monde ne change pas la donne à Genève car le groupe est exclu de toute discussion de paix.